

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative, Bâtiment A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 10/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**REGIE COMMUNAUTAIRE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DU BASSIN GRAULHETOIS**

10 BD GEORGES RAVARI  
81300 Graulhet

Références : 81-CRARC-2024-113  
Code AIOT : 0006804237

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement REGIE COMMUNAUTAIRE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DU BASSIN GRAULHETOIS implanté 10 BD GEORGES RAVARI 81300 Graulhet. L'inspection a été annoncée le 22/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection des installations classées ainsi que dans le cadre de l'action nationale sur les PFAS.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REGIE COMMUNAUTAIRE DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DU BASSIN GRAULHETOIS

- 10 BD GEORGES RAVARI 81300 Graulhet
- Code AIOT : 0006804237
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Régie des Eaux de GRAULHET exploite en zone industrielle une station d'épuration des effluents urbains et industriels. La station est située le long du « Dadou » et s'étend sur plusieurs hectares. Elle comprend des installations de relevage, dessablage, dégrillage, un bassin d'homogénéisation, une filière de traitement physico-chimique et un étage de traitement biologique.

La station dispose en complément d'un étage spécifique de traitement des bains et premiers rinçages concentrés en chrome pour les besoins de dépollution de l'industrie de la mégisserie. Ces bains sont apportés par camions et font l'objet d'une déchromatation spécifique avant élimination de boues chromées en décharge de classe 1.

La station d'épuration prend également en charge des effluents de dépotage issus de collectivités ou d'industries.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Caractéristiques de la station	Arrêté Préfectoral du 06/06/2003, article Annexe – point 2.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Charges admissibles des effluents non raccordés	Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article Article 4	Demande d'action corrective	2 mois
6	Certificat d'acceptation préalable - procédure	Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article Article 5.2	Demande d'action corrective	2 mois
13	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/06/2003, article Article 1	Sans objet
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/06/2003, article Annexe – point 2.1.1	Sans objet
5	Certificat d'acceptation	Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article Article 5.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	préalable – dossier préalable		
7	Refus	Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article Article 5.3	Sans objet
8	Contrôles préalables au dépotage	Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article Article 6.2	Sans objet
9	Rejet des effluents – débit	Arrêté Préfectoral du 06/06/2003, article Annexe – point 2.5.3	Sans objet
10	Rejet des effluents – Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 06/06/2003, article Annexe – point 2.5.3	Sans objet
11	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
12	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
14	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
15	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
16	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence 4 non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra apporter des actions correctives dans un délai de 2 mois.

Concernant les PFAS, l'exploitant a lancé un plan d'action qu'il devra poursuivre et compléter.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2003, article Article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 2752
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cet établissement est repris comme suit dans la nomenclature: Rubrique 2752:

Activité	Rubrique	Volume de l'activité	Classement
Station d'épuration mixte (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en DCO	2752	Capacité nominale de 300 000 équivalents habitants et taux de DCO provenant d'ICPE autorisées de 91 % de la charge totale.	A

#### Constats :

Suivant les déclarations de l'exploitant, la charge de la station est actuellement de 200 000 équivalents habitants.

La charge en DCO de la station se répartit comme suit:

Année	Part issue des effluents urbains	Part issue des ICPE
2020	62%	38%
2021	40%	60%
2022	33,3%	66,7%
2023	48%	52%

Depuis déjà plusieurs années, la charge en DCO provenant d'ICPE est inférieure à 70%. Cette charge est d'ailleurs légèrement surévaluée car elle intègre des mégissiers qui sont passés en régime déclaration. Dans ces conditions, la station ne relèverait plus de la réglementation des installations classées, mais de celui de la loi sur l'eau. Un transfert du suivi du site vers les services de la DDT va être examiné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2003, article Annexe – point 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau

Prescription contrôlée :

[...]

La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel est limitée à 1500 m<sup>3</sup> et ce pour un débit instantané maximal de 125 m<sup>3</sup>/h ; cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.

Les ouvrages de prélèvement sont situés sur la rivière Dadou.

L'installation de d'eau est muni d'un dispositif de mesure totalisateur qui est relevé quotidiennement.

Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant dispose d'un registre informatique. L'examen par sondage de ce registre montre que les prélèvements sont inférieurs aux limites imposées dans l'arrêté. Par exemple, prélèvement journalier maximum en juillet 218 m<sup>3</sup> et en août 125 m<sup>3</sup>.

Les données GEREP donnent les prélèvements annuels suivants:

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Prélèvement en m <sup>3</sup>	68337	41041	29370	26663	25744	21765

L'exploitant indique que les eaux prélevées servent aux nettoyages des machines. Les eaux du clarificateur sont maintenant utilisées en substitution, ce qui explique une réduction des prélèvements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier que le débit de la pompe permet de respecter le débit instantané maximal de 125 m<sup>3</sup>/h.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Caractéristiques de la station

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2003, article Annexe – point 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Charges admissibles

Prescription contrôlée :

La station a été dimensionnée pour recevoir les charges suivantes

	Charge domestique	Charge industrielle
--	-------------------	---------------------

Débit (m3/j)	2000	9000
DBO5 (kg/j)	500	12500
DCO (kg/j)	1200	31800
MES (kg/j)	500	11500
Chrome (kg/j)		420

#### Constats :

La charge déclarée sur GIDAF correspond à la somme des effluents collectés et des effluents dépotés.

Au vu des résultats enregistrés sur GIDAF, il apparaît que les flux entrants sont globalement respectés.

Toutefois, on note une dégradation de la situation sur les MES en 2024:

En 2021: 0 dépassement du flux

En 2022: 3 % de dépassements

EN 2023: 5% de dépassements

En 2024: 29% de dépassements, soit 89 dépassements sur 305 analyses. De plus la moyenne mensuelle du flux a dépassé la valeur maximale en janvier, avril et mai.

L'exploitant avance comme raison les orages plus fréquents et la dégradation du réseau (une partie du réseau est unitaire) . Il évoque également un mauvais positionnement du tuyau de prélèvement qui pourrait expliquer certaines concentrations élevées.

L'inspection constate que les concentrations et les flux en MES en sortie de la station respectent les valeurs limites.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de:

- mieux justifier les dépassements observés, les explications fournies apparaissant à elles seules insuffisantes pour expliquer les dépassements importants observés,
- transmettre un schéma ou un plan des réseaux de la ville, en précisant la partie du réseau unitaire, la part de réseau en état et celle à remettre en état,
- de transmettre un plan d'action pour traiter le problème des MES, avec un échéancier associé.

L'inspection rappelle à l'exploitant que l'agence de l'eau peut participer au financement des projets visant à améliorer les réseaux de collecte.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Charges admissibles des effluents non raccordés****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article Article 4**Thème(s) :** Risques chroniques, Charges admissibles des effluents non raccordés**Prescription contrôlée :**

Les apports journaliers des effluents tiers non raccordés seront limités, sous réserve du respect de l'article 2.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 06/06/2003, aux prescriptions suivantes :

Paramètres	Valeurs limites à ne pas dépasser
Débit journalier	4 500 m3/j
Température	30°C
pH	3 < pH < 12
DCO	18 000 kg/j
DBO5	8 000 kg/j,
MES	4 500 kg/j
NTK	600 kg/j.
Chlorures	100 mg Cl/l

La qualité des effluents entrants devra respecter les valeurs limites figurant dans l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux rejets en provenance des installations classées. Pour les paramètres listés à l'article 32-3 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, les effluents entrant respectent les mêmes normes d'acceptation que les lixiviats, normes fixées à l'annexe 2 du présent arrêté.

La capacité maximale de stockage des effluents tiers sur le site n'excédera pas 88 m3.

**Constats :**

L'exploitant indique que la station reçoit au maximum 15 à 18 camions par jour ce qui est bien inférieur à la capacité autorisée.

L'examen par sondage des volumes acceptés et des résultats d'analyses sur les effluents dépotés n'a pas mis en évidence de non respect des valeurs limites.

Cependant l'inspection relève que:

1. les analyses réalisées sur les effluents provenant des installations classées n'intègrent la plupart du temps que peu ou pas les paramètres visés à l'article 32 du 2 février 1998. Même si tous les paramètres de l'article 32 ne peuvent être analysés, il appartient au



producteur du déchet de décrire les substances susceptibles d'être présentes dans son déchet.

2. Les analyses réalisés sur les lixiviats de décharge ne comportent pas tous les paramètres définis à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2009

La capacité de 88 m<sup>3</sup> correspond à 4 cuves de 22 m<sup>3</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les contrôles nécessaires pour vérifier le respect de cette prescription. En particulier, les analyses correspondantes devront être mises en œuvre lors des renouvellements des certificats d'acceptation pour 2025. Ces analyses seront transmises à l'inspection pour ce qui concerne les 2 établissements évoqués.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Certificat d'acceptation préalable – dossier préalable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article Article 5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dossier préalable

**Prescription contrôlée :**

Avant toute acceptation de nouvel effluent tiers, la Régie Municipale des Eaux de Graulhet a l'obligation de se procurer auprès du producteur de l'effluent tiers un dossier complet comportant les pièces suivantes :

- l'identification du producteur et du collecteur de l'effluent ;
- l'identification du procédé à l'origine de l'effluent et le descriptif des effluents générés par le procédé (eau mère, eau de rinçage ou de lavage, rebut de production liquide, eau issue d'une séparation de phase).
- les caractéristiques physiques de l'effluent : couleur et caractérisation odeur.
- Si l'effluent provient d'une ICPE soumise à autorisation , la déclaration du producteur sur la présence éventuelle de paramètres listés à l'article 32-3 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, ainsi que sur la présence éventuelle des substances prioritaires dans le domaine de l'eau figurant à l'annexe X de la directive 2000/60/CE ;
- les résultats du test de biodégradabilité (rapport DBO5/DCO > 0,2);
- la quantité maximale de produit prévisible livrée dans l'année ;
- la fréquence de livraison ;
- les risques potentiels présentés par l'effluent et les précautions à prendre en cas d'incompatibilité ;
- les conditions de livraison et les consignes de sécurité (matériel de protection nécessaire) ;
- une attestation sur la variabilité de l'effluent produit (pas de changement de procédé) et l'engagement de ne livrer que le produit autorisé et de réaliser un nouveau dossier d'acceptation à chaque nouvel effluent proposé à la Régie Municipale des Eaux de Graulhet.

**Constats :**

L'exploitant a présenté la fiche d'identification des effluents qu'il demande à son client de transmettre avec un échantillon lors de la première acceptation ou lors du renouvellement avec ou sans changement de process.

Cette fiche prévoit les renseignements suivants:

- l'identification du producteur et du collecteur de l'effluent ;
- l'identification de l'unité de production de l'effluent, l'opération génératrice, l'activité concernée;
- les caractéristiques physiques de l'effluent : caractérisation odeur.
- si l'effluent provient d'une ICPE soumise à autorisation , la déclaration du producteur sur la présence éventuelle de paramètres listés à l'article 32-3 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, ainsi que sur la présence éventuelle des substances prioritaires dans le domaine de l'eau figurant à l'annexe X de la directive 2000/60/CE ;
- les résultats des analyses DCO et DBO5 permettant le test de biodégradabilité (rapport DBO5/DCO > 0,2);
- la quantité maximale de produit prévisible livrée dans l'année ;
- la fréquence de livraison ;
- les risques potentiels présentés par l'effluent et les précautions à prendre ;
- la présence de substances dangereuses;
- les conditions de livraison et les consignes de sécurité (matériel de protection nécessaire) ;
- un engagement à livrer un effluent conforme aux spécifications de la fiche et à informer la régie en cas d'évolution de l'effluent.

L'inspection a vérifié par sondage la fiche d'identification de 2 producteurs d'effluents et n'a pas constaté d'anomalie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Certificat d'acceptation préalable -procédure

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article Article 5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Procédure d'acceptation

##### **Prescription contrôlée :**

Les effluents tiers reçus sur le site doivent faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable. Pour cela le producteur de l'effluent transmet à la Régie Municipale des Eaux de Graulhet un (ou des) échantillon(s) de son effluent, d'un volume au moins égal à 2 litres, accompagné(s) du dossier d'identification préalable de l'effluent.

La Régie Municipale des Eaux de Graulhet de la station doit remplir les conditions suivantes avant l'acceptation de l'effluent :

- Réaliser une série d'analyses pratiquées sur un échantillon représentatif de l'effluent et notamment :
  - DCO,
  - COT,
  - DBO5,
  - conductivité,
  - MES,
  - pH,
  - Azote global,

- Chlorures,
- Phosphore,
- contrôle visuel de l'aspect et de la couleur,
- contrôle olfactif,
- Réaliser un test de biodégradabilité rapport DBO5/DCO>0,2
- Informer le producteur de l'effluent des conditions de reprise des effluents en cas de non-respect des résultats,

La procédure d'acceptation préalable définie aux articles 5.1 et 5.2 est renouvelée tous les ans pour chaque effluent reçu sur le site et fait l'objet d'un nouveau certificat d'acceptabilité.

#### Constats :

L'exploitant réalise une procédure d'acceptation préalable pour chaque effluent reçu sur le site. Outre la fiche d'identification, le producteur transmet un échantillon de l'effluent concerné et le cas échéant une analyse.

Il a été vérifié par sondage que les analyses étaient effectuées à minima sur les paramètres mentionnés dans la prescription ci-dessus

Par contre, l'inspection a constaté que l'échantillon n'était pas transmis et que l'analyse n'était pas réalisée à l'occasion du renouvellement annuel du CAP

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre des renouvellements des CAP pour l'année 2025, l'exploitant procèdera à une analyse sur l'échantillon transmis par le producteur. Il en profitera pour vérifier les paramètres spécifiques pour les effluents provenant des ICPE ou les lixiviats de décharge. Il transmettra les 10 premiers CAP renouvelés accompagnés des analyses correspondantes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 7 : Refus

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article Article 5.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Refus

#### Prescription contrôlée :

La Régie Municipale des Eaux de Graulhet tient à disposition de l'inspection un registre de tous les certificats d'acceptation préalables délivrés.

Les refus sont enregistrés de façon distinctes et peuvent être aisément tracés. Les causes du refus sont clairement identifiées.

#### Constats :

L'exploitant tient à jour un registre numérique des certificats d'acceptation qui comporte 2 onglets

- un pour les CAP délivrés
- un pour les CAP refusés

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Contrôles préalables au dépotage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/03/2009, article Article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles préalables au dépotage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents sont livrés par camions citernes, cuves, fûts ou bidons.  Une voirie d'accès séparée de l'entrée de la station d'épuration est mise en place afin de permettre la rotation des camions et limiter le risque d'accident par sens unique. Cette voie dessert la plate-forme de dépotage.  Les livraisons d'effluents sont réalisées uniquement pendant les heures d'ouverture de la station et après en avoir averti l'exploitant.  A la réception sur le site, les effluents font l'objet d'analyses de conformité qui ont pour objet de vérifier la conformité des effluents livrés vis-à-vis du certificat d'acceptation préalablement délivré, selon les modalités d'étapes précisées ci-après. Le ou les échantillons prélevés de 2 litres sont conservés 4 semaines à partir de la date de réception de l'effluent et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Le prélèvement, la manipulation et les conditions de conservation des échantillons respectent une procédure interne écrite.  Les bordereaux de prise en charge (sur l'exemple des bordereaux de suivi de déchets dangereux) sont délivrés. Un modèle de bordereau de prise en charge sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées, sous 2 mois, à compter de la notification du présent arrêté.  Analyses systématiques de l'effluent industriel dépoté</p> <p><b>Etape 1 :</b> A chaque réception, <b>après dépotage dans les cuves et avant renvoi vers la station de traitement</b>, l'exploitant prélève un échantillon représentatif du chargement qui fait l'objet des tests d'identification rapides de laboratoire:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• nature, origine et quantité des produits reçus,</li> <li>• analyse de pH,</li> <li>• conductivité,</li> <li>• température,</li> <li>• DCO,</li> <li>• COT,</li> <li>• contrôle visuel de l'aspect et de la couleur ,</li> <li>• vérification de la présence d'odeur caractéristique.</li> </ul> <p>Si, à l'issue des analyses ci-dessus, l'effluent proposé à la Régie Municipale des Eaux de Graulhet ne présente pas les caractéristiques définies dans le certificat d'acceptation, l'effluent est refusé et repris par le producteur de l'effluent pour être traité sur un autre site autorisé à recevoir l'effluent.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence de l'installation de dépotage et de 4 cuves dans lesquelles sont dépotés les effluents. Ces cuves sont munis de préleveurs. Les échantillons sont étiquetés et conservés dans une chambre froide.  L'inspection a vérifié par sondage les analyses effectuées sur les échantillons. Les paramètres sont à minima ceux mentionnés dans la convention.</p>

Un bordereau est délivré à l'apporteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Rejet des effluents – débit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2003, article Annexe – point 2.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le débit de rejet maximal des effluents en sortie de la station est de: <ul style="list-style-type: none"> <li>• débit journalier &lt; 11000 m<sup>3</sup>/j (débit nominal)</li> <li>• moyenne mensuelle du débit journalier &lt; 8400 m<sup>3</sup>/j (moyenne mensuelle sur débit nominal)</li> <li>• débit instantané &lt; 400 m<sup>3</sup>/h</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Selon les données GIDAF, aucun dépassement du débit journalier n'a été constaté en 2024. La moyenne mensuelle du débit journalier la plus élevée a été de 5300 m <sup>3</sup> /j. Il a été constaté sur le mois de juin 2024, retenu de manière aléatoire, que le débit instantané n'avait pas dépassé 350m <sup>3</sup> /j.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Rejet des effluents – Valeurs limites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2003, article Annexe – point 2.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel doivent respecter les valeurs limites définies à l'annexe 1 du présent arrêté ( modifié à 2 reprises)
<b>Constats :</b>  Situation conforme en 2024, les valeurs limites de rejets ont été respectées pour l'ensemble des paramètres analysés, à l'exception de la DCO pour laquelle 5 analyses sur 305 ont montré des dépassements faibles (max relevé 128 mg/l pour une VLE de 125 mg/l) En 2023, 55 dépassements sur 365 ont été constatés pour la concentration en chrome. (A noter que la VLE sur le flux n'a pas été dépassée) La cause a été identifiée (rejets d'effluents d'un mégissier). L'entreprise concernée a fait l'objet de plusieurs courriers de mise en demeure.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra engager un refus des effluents concernés en cas d'un nouvel incident de ce type

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Liste des substances PFAS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il utilise peu de produits dans son process: chlorure ferrique, chaux vive, antimousse et polymère. Il indique qu'il a interrogé ses fournisseurs qui ont répondu que leur produit ne contenait pas de PFAS.

De ce fait, l'exploitant n'a pas établi de liste des PFAS utilisés. A ce stade, les PFAS rejetés par la station sont ceux identifiés lors des campagnes d'analyses parmi la liste des 20 PFAS.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Réalisation des campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**

L'exploitant a réalisé la campagne d'analyse des PFAS sur les rejets en sortie de la station d'épuration. Ces analyses ont été réalisées dans les délais sur des prélèvements effectués le 2/11/2023, 12/12/2023 et 10/01/2023. Les analyses ont porté sur les 20 PFAS mentionnés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et sur les AOF.

Il n'y a pas eu d'analyse sur le rejet des eaux pluviales. L'exploitant indique que les risques de pollution des eaux pluviales sont faibles (pas de stockage extérieur, les zones de dépotage sont à l'intérieur).

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>Par précaution , il est demandé à l'exploitant de réaliser au moins une analyse sur le point de rejet des eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant transmettra également à l'inspection un plan des réseaux à jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<b>Constats :</b> <p>La campagne d'analyses initiale a été effectuée par le laboratoire CARSO SEHL, accrédité pour les 20 PFAS (attestation COFRAC 1-1531). Les prélèvements ont été effectués par le sous-traitant WALTER . L'exploitant n' a pas présenté le justificatif de l'accréditation prélèvement pour ce sous-traitant.</p> <p>La campagne d'analyse complémentaire lancée par la Régie dans le cadre de son plan d'action a été réalisée par SGS accrédité par le Rva pour les 20 PFAS. Les prélèvements sont réalisés par la Régie des eaux.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de transmettre le justificatif de l'accréditation prélèvement pour le sous-traitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Exigences pour le prélèvements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p>

<p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements de la campagne initiale de trois mois ont été effectués sur 24 h avec un préleveur automatique.</p> <p>Les débits mesurés lors de ces prélèvements (2590 m<sup>3</sup>/h sur échantillon de novembre, 5712 m<sup>3</sup>/h sur celui de décembre et 3720 m<sup>3</sup>/h sur celui de janvier) sont représentatifs de l'activité normale de la station (moyenne des débits: novembre 3061 m<sup>3</sup>/h, décembre 5257 et janvier 4061m<sup>3</sup>/h).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : Précisions des mesures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les limites de quantification ont été respectées aussi bien par CARSO que par SGS.</p> <p>Pour les analyses CARSO, des valeurs inférieures à 100 ng/l ont été saisies sur GIDAF en lieu et place de la mention non quantifiée. Initialement, l'application GIDAF ne permettait pas de saisir la mention non quantifié. L'exploitant peut si il le souhaite modifier ses premières déclarations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 16 : Déclaration des résultats GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>



**Constats :**

Les résultats ont été transmis sur GIDAF dans le respect des délais.

La campagne d'analyses réalisée sur trois mois a mis en évidence un indice AOF supérieur à la limite de quantification et des concentrations supérieures à 100 ug/l pour certains PFAS: PFBS, PFHxA, PFBA, PFOS).

Suite aux résultats de la campagne de mesures de 3 mois, la DREAL a demandé à l'exploitant, par courrier du 21 juin 2024, de mettre en place un plan d'action comportant 3 axes: investigation-suppression/réduction-surveillance.

La Régie a réalisé une nouvelle campagne de mesures en juillet, août et septembre sur les effluents industriels et urbains arrivant sur le collecteur et sur les rejets. Ces analyses montrent la présence notamment de PFBA et un indice AOF non négligeable. Ces résultats ont été saisis sur GIDAF

L'exploitant a également réalisé des analyses sur des effluents industriels dépotés qui montreraient que la principale source d'entrée de PFAS est issue du dépotage. Ces résultats n'ont pas encore été transmis à l'inspection.

Suite à l'inspection, la Régie a transmis le 19 novembre une réponse au courrier de la DREAL dans lequel il indique

- qu'une nouvelle période de surveillance va être mise en place en y ajoutant les boues de la station mais à une fréquence trimestrielle. Une analyse mensuelle sera réalisée jusqu'à la fin de l'année sur les rejets.
- que pour les effluents issus d'activités industrielles présentés à risque, une analyse des PFAS et AOF sera demandée pour les nouveaux certificats d'acceptation préalable.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre:

- les résultats des analyses effectuées sur les effluents dépotés,
- compléter son plan d'action
  - en précisant les secteurs industriels ciblés pour les analyses des PFAS lors des délivrances des CAP, pour lesquels les analyses devront être demandées aussi pour les renouvellements des CAP
  - pour les effluents industriels admis en dépotage, un contrôle des AOF pourrait également être prévu.
  - en indiquant les mesures envisagées pour identifier les effluents collectés à l'origine des PFAS en entrée de station.

**Type de suites proposées :** Sans suite